

PUBLISH WHAT YOU PAY

“Publiez Ce Que Vous Payez” Déclaration de la Coalition des ONG Sommet du G8 – Sea Island, Etats-Unis, Juin 2004

La coalition “Publiez Ce Que Vous Payez”, rassemblant plus de 220 ONG de part le monde¹, félicite les progrès effectués pour promouvoir la transparence des industries pétrolières, gazières et minières du monde, depuis le sommet du G8 l’année passée. Cependant, des doutes sur l’efficacité de l’approche volontaire des états membres du G8 et le manque de suivi approprié concernant la mise en application des engagements convenus à Evian suscitent de nombreuses inquiétudes.

Il est largement reconnu que le manque de transparence concernant les revenus des industries extractives est un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté, l’amélioration de la croissance économique et au combat contre la corruption dans tous les pays en voie de développement, riches en ressources naturelles. Dans plus que 50 pays en voie de développement, le manque de transparence a permis la mauvaise gestion et le détournement des revenus issus des ressources naturelles par des gouvernements corrompus. Les citoyens de ces pays, beaucoup vivant dans une extrême pauvreté, n’ont pas pu profiter de l’abondance des ressources naturelles. La réputation des entreprises basées dans ces pays, souvent risqués et politiquement instables, s’est considérablement détériorée. A la suite de nombreux scandales de corruption², il semble évident que la transparence est une question de responsabilité corporative. De plus, certains investisseurs ont insisté sur le fait que la transparence est essentielle à l’amélioration de la légitimité sociale (“social licence to operate”) des compagnies dans les pays en voie de développement.³

Depuis le sommet d’Evian, les états membres du G8 ont participé, à des degrés différents, à l’Initiative de la Transparence dans les Industries Extractives (EITI), un processus comprenant les différentes parties prenantes et désigné par le gouvernement britannique.⁴ L’EITI a fait de bons progrès: le Nigeria et l’Azerbaïdjan, par exemple, se sont engagés à publier les informations concernant leurs revenus, et d’autres pays d’Afrique et d’Asie centrale ont fait part de leur intérêt croissant à faire de même. “Publiez Ce Que Vous Payez” recommande à l’EITI d’inciter les gouvernements hôtes à discuter la manière d’implanter l’initiative. Cependant la question critique est que l’approche tripartite de l’EITI entre le gouvernement, l’industrie et la société civile est strictement maintenue dans ces pays, et que les entreprises devraient divulguer individuellement l’information concernant leurs paiements afin de permettre aux organisations de contrôler efficacement la publication des données.

L’EITI a également entraîné d’autres développements encourageants de la part des institutions financières internationales. Le FMI (Fonds Monétaire International) est en train d’incorporer le code de bonnes pratiques pour la transparence dans les industries extractives dans ses rapports « ROSC ». ⁵ La transparence des revenus et des opérations extractives attire de plus en plus l’attention des programmes du FMI. La Banque Mondiale et la BERD (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement) se sont engagées à soutenir l’EITI en encourageant la participation des pays et en fournissant de l’assistance technique pour renforcer les capacités des pays faisant preuve de bonne volonté. Cependant, le chemin est encore long.

Tout d’abord, la base sur laquelle l’EITI a été créé – l’approche volontaire, pays par pays – n’adresse pas l’ultime objectif de la transparence des revenus dans la pays en ayant le plus besoin, afin de permettre à la société civile de demander des comptes à son gouvernement. Ce sont ces pays qui sont le moins susceptible de s’engager de manière volontaire, puisque les élites au pouvoir profitent de la gestion secrète des revenus provenant des ressources. C’est dans ces cas-là que la publication obligatoire des activités de ces entreprises, prônée par la coalition de “Publiez Ce Que Vous Payez”⁶, peut marquer une différence significative. De plus, sur les huit pays du G8, seul le Royaume-Uni a accompli un des éléments essentiels du plan d’action du G8 adopté au sommet d’Evian en 2003, de « Lutter contre la corruption et améliorer la transparence »⁷,

PUBLISH WHAT YOU PAY

afin de fournir de l'assistance au renforcement de la capacité des gouvernements hôtes s'étant engagés à la transparence de leurs revenus.

"Publiez Ce Que Vous Payez" appelle le G8 à admettre les limitations au sein de l'approche volontaire et à respecter son engagement afin d'élargir le dialogue à travers l'inclusion d'institutions financières et organismes chargées des standards de comptabilité et de cotation en bourse. L'EITI est un moyen utile à travers lequel les leaders du G8 devraient poursuivre une approche internationale engagée en vue de la transparence des revenus. En conséquence, le sommet de Sea Island représente une occasion importante pour les leaders du G8 de respecter leurs obligations pour une « approche renforcée à la transparence », en s'engageant à élargir l'EITI afin qu'elle soit mise en application dans tous les pays où la transparence est nécessaire.

Il est temps pour tous les membres du G8 d'aller au-delà des phrases creuses et d'entreprendre des actions plus importantes afin d'implanter la transparence dans le secteur des ressources naturelles. "Publiez Ce Que Vous Payez" se réjouit des progrès effectués par l'EITI; cependant, si les pays du G8 n'exercent pas davantage de pression et ne font pas preuve de plus de volonté politique d'ici le sommet de l'année prochaine, la mise en application des objectifs de développement du millénaire (Millennium Development Goals), l'amélioration de la responsabilité corporative envers les actionnaires ainsi que de la sécurité mondiale de l'énergie seront sérieusement entravés.

Pour toute question et autres informations, veuillez contacter :

Henry Parham
Coordinator
Publish What You Pay
Tel: +44 20 7031 0204
Portable: +44 77 6026 8959
E-mail: coordinator@publishwhatyoupay.org

Notes :

¹ "Publiez Ce Que Vous Payez" est un appel à l'entière transparence des paiements des compagnies minières, pétrolières et gazières de tous les gouvernements nationaux. "Publiez Ce Que Vous Payez" a été lancé en juin 2002 par plusieurs ONG, dont [CAFOD](#), [Global Witness](#), [Open Society Institute](#), [Oxfam](#), [Save the Children UK](#) et [Transparency International](#), et est actuellement active à travers le monde dans plusieurs pays en voie de développement, y compris au Congo-Brazzaville et au Nigeria, ainsi qu'en Europe de l'ouest et aux États-Unis. "Publiez Ce Que Vous Payez" cherche à s'adresser au problème du paradoxe de l'abondance – le lien entre l'abondance des ressources naturelles et la pauvreté, les conflits et l'instabilité économique dans de nombreux pays en voie de développement. "Publiez Ce Que Vous Payez" est complémentaire aux efforts mondiaux liés au développement international, à la réduction de la pauvreté, à la responsabilité sociale corporative et à la lutte contre la corruption, pour lesquels la transparence est une condition essentielle. Une liste complète de tous les membres de la coalition internationale est disponible sur le site web de "Publiez Ce Que Vous Payez" : www.publishwhatyoupay.org

² Par exemple, lire « *C'est l'heure de la transparence* » Global Witness, mars 2004 : <http://www.globalwitness.org/reports/download.php/00124.pdf>

³ *Investors Statement on Transparency in the Extractive Sector*, ISIS Asset Management et al., Février 2004: regardez www.publishwhatyoupay.org/statements

⁴ L'Initiative de la Transparence dans les Industries Extractives vise à améliorer la transparence des paiements et des revenus dans les secteurs extractifs des pays largement dépendants de ce genre de ressources. L'EITI a été officiellement lancée par le Premier ministre britannique, Tony Blair, lors d'une rencontre à haut niveau le 17 juin 2003, seulement quelques semaines après le sommet d'Evian du G8. Des informations supplémentaires sur l'initiative sont disponibles sur www.dfid.gov.uk

⁵ Les rapports sur l'observation des normes et des codes (ROSCs) du FMI veillent à ce que les pays adhèrent aux normes et codes reconnus internationalement et liés à, par exemple, la transparence fiscale. Ces rapports sont utilisés par le FMI comme base de dialogue avec des autorités nationales, ainsi que par des agences chargées de l'évaluation des risques. Pour des informations supplémentaires, consultez le site www.imf.org

⁶ "Publiez Ce Que Vous Payez" appelle les compagnies à publier les informations relatives aux taxes, revenus, « royalties », et autres transactions versées aux gouvernements dans tous les pays d'opération à travers des règles de publication concernant la Bourse de valeurs, les standards de comptabilité et les lois d'entreprises. Les membres de la coalition développent également d'autres mesures afin d'obliger les gouvernements à « publier ce qu'ils gagnent » en échange de l'extraction de leurs ressources. Ceci comprend l'imposition de conditions à l'assistance au développement bilatérale et multilatérale, aux emprunts de banques relatifs aux ressources et au financement des agences de crédit d'exportation. La coalition estime que les compagnies devraient divulguer individuellement l'information concernant leurs revenus au niveau national. Les leaders du G8 ont proposé de rassembler les données de toutes les compagnies – ce qui ne permettra pas à la société civile d'avoir accès à l'information sur le flux financier d'une certaine compagnie vers le gouvernement. Ceci risque également de rendre la vérification des différentes données beaucoup plus difficile.

⁷ Le plan d'action du G8 pour « *Lutter contre la corruption et améliorer la transparence* » du sommet d'Evian en 2003, y compris l'engagement pour la promotion de la transparence des industries extractives, est disponible sur le site <http://www.g8.fr/francais/>